

## LETTRE OUVERTE AUX ENTREPRISES DU TERRITOIRE

**Mamoudzou, Le 11 février 2026**

**Objet : Pour que l'économie de Mayotte reste entre les mains de celles et ceux qui la font vivre**

Madame, Monsieur,

Depuis des mois, notre organisation traverse une tempête. Une tempête faite de tensions, de doutes, de divisions, de suspicions, de méfiances autour de ce que certains ont voulu réduire à une question de gouvernance, de nom, de cadre. Mais sur le terrain, nous le savons tous : ce conflit n'a rien d'abstrait. Il a des conséquences concrètes : il fragilise la représentation patronale locale et le dynamisme créé, il brouille les repères, il fatigue les entrepreneurs qui n'attendent qu'à être défendu ... et, **surtout, il ouvre la porte à une réalité que nous refusons d'accepter : la mise à l'écart progressive de notre territoire dans les décisions qui le concernent.**

Quand une organisation patronale locale vacille, ce n'est pas un logo qui souffre. **C'est Mayotte !** C'est tout l'écosystème qui s'affaiblit et c'est notre territoire qui « cède » petit à petit, sans bruit, par épuisement. Ce sont des femmes et des hommes, des dirigeants qui se battent pour payer leurs salariés, maintenir une activité, relancer un chantier, livrer un client, faire tourner une boutique, des entreprises déjà éprouvées, qui ont besoin de stabilité, d'un interlocuteur de proximité, d'une voix claire pour défendre l'emploi, l'activité, la commande publique, la reconstruction, l'accès aux marchés, la formation, la trésorerie, la continuité économique. Ce sont des familles, Ce sont des emplois, c'est une île entière, qui agonisent.

Et c'est justement parce que nous avons déjà beaucoup encaissé que nous ne pouvons pas nous taire aujourd'hui.

Il nous a été rapporté qu'une personne mandatée par le MEDEF national mène actuellement une démarche de prospection auprès des entreprises de Mayotte. Il est donc probable que certaines entreprises soient contactées par courriel. Il est important de souligner avec clarté et responsabilité que : notre groupement n'a pas été informé ni contacté en amont sur le cadre, les modalités et les objectifs opérationnels de cette mission. Cela signifie une chose : nous ne pouvons ni en confirmer le périmètre, ni garantir l'absence de confusion pour les entreprises.

Nous le disons sans détour : au nom de la liberté syndicale, nous n'entraverons pas cette mission. Chacun est libre d'écouter, d'échanger, de se faire son opinion. **Mais la liberté n'interdit pas la lucidité. Au contraire.**

**Ce qui se joue, ce n'est pas un échange : c'est un risque de basculement**

C'est précisément parce que nous respectons les entreprises que nous appelons à la vigilance : la personne mandatée est extérieure au territoire. Lorsqu'une démarche structurante est conduite à distance, à un moment où notre représentation patronale locale est fragilisée, le risque est évident : voir apparaître, ici, une forme de structure **sans identité locale**, une représentation qui pourrait s'installer sur notre territoire avec ses réseaux, ses habitudes, ses priorités... et une lecture de nos enjeux qui ne part pas toujours de notre réalité.

Nous le disons avec gravité : ce scénario ferait peser un danger sur la place des acteurs mahorais, sur la défense de nos priorités, et sur la capacité de nos entreprises à rester maîtresses de leur destin économique. Quand la voix locale s'efface, le territoire n'est plus seulement "accompagné" : il est piloté de loin, et souvent selon d'autres logiques.

**Ce n'est pas une querelle d'ego. Ce n'est pas un procès d'intention.**

**C'est une question simple : qui décide quoi pour Mayotte ?** Qui porte la voix des entreprises d'ici quand il faut défendre un marché, une commande publique, une politique de reconstruction, une priorité locale ?

### **Le danger économique : perdre nos marchés sur notre propre sol**

Nous devons le dire avec des mots vrais, même s'ils dérangent : si une organisation patronale à empreinte extérieure s'installe durablement, alors l'équilibre économique peut se déplacer. Et quand l'équilibre se déplace, les conséquences sont concrètes.

Cela peut vouloir dire, demain :

- des marchés locaux où les acteurs mahorais se retrouvent moins visibles, moins soutenus, moins "priorisés" ;
- des appels d'offres où la concurrence devient mécaniquement plus dure, parfois écrasante, au profit d'entreprises mieux connectées, mieux informées, mieux outillées ;
- une économie "aspirée" : l'activité se fait ici, mais la valeur se décide et se capte ailleurs.

Soyons clairs : il ne s'agit pas de désigner un bouc émissaire, ni d'opposer les territoires. Il s'agit de défendre une évidence : Mayotte ne peut pas se permettre de perdre la maîtrise de ses opportunités économiques au moment même où elle tente de se relever.

**Notre détermination est totale : nous restons le rempart, l'appui des entreprises et nous ne laisserons pas Mayotte être cédée par lassitude.**

Dans cette période, notre position est simple, ferme, et assumée : nous restons mobilisés pour les entreprises du territoire.

- Mobilisés pour porter vos difficultés, sans filtre et sans détour.
- Mobilisés pour défendre les intérêts économiques de Mayotte, sans compromis.
- Mobilisés pour rester présents, proches, accessibles, et utiles parce qu'ici, on ne représente pas un territoire depuis un bureau à distance : on le représente parce qu'on le vit.

Nous appelons chaque dirigeant à mesurer ce qui se joue : au-delà des tensions, il s'agit de préserver une représentation patronale ancrée, crédible, et souveraine sur le terrain. Nous ne pouvons pas accepter que la fragilité du moment serve de marchepied à une recomposition qui, demain, ferait perdre à Mayotte sa voix et sa capacité à décider pour elle-même.

Nous avons le droit d'être lassés. Nous avons le droit d'être inquiets.

**Mais nous n'avons pas le droit d'abandonner.**

Parce que si nous baissions les bras, ce n'est pas une organisation qui disparaît. C'est une protection. Une voix. Un ancrage. Une priorité donnée aux entreprises qui vivent ici, investissent ici, embauchent ici, et restent ici quand tout devient difficile.

Nous le disons avec force et avec cœur : nous restons mobilisés, debout, déterminés.

Déterminés à défendre l'économie locale. Déterminés à préserver une représentation patronale ancrée dans la réalité mahoraise. Déterminés à refuser que notre crise serve de passage en force à une recomposition qui ferait de Mayotte une annexe économique.

Pour rappel, notre organisation ne s'est pas construite sur des mots, mais sur des années de présence et de combats aux côtés des entreprises de Mayotte. **Bien avant 1986 déjà, elle remplissait pleinement sa mission** : représenter les employeurs du territoire, défendre leurs intérêts, porter leurs réalités auprès des décideurs.

**En 1999, nous avons choisi de devenir MEDEF Mayotte**, avec la volonté de renforcer cette représentation et d'inscrire notre action dans une dynamique plus structurée.

**Aujourd'hui**, au regard de ce que traverse notre territoire et de l'enjeu fondamental qu'est une représentation patronale profondément enracinée, nous reprenons notre nom d'origine « **GROUPEMENT PATRONAL DE MAYOTTE** ». Ce choix n'est ni symbolique ni de circonstance : il exprime une fidélité à Mayotte, à ses entreprises, à leur quotidien, et à cette responsabilité que nous assumons depuis toujours. Nous le réaffirmons avec force : nous continuerons d'exercer nos missions, avec la même exigence, la même proximité et la même détermination, comme nous l'avons toujours fait.

### **Appel à la signature : pour soutenir l'économie locale**

Parce qu'il est temps que les entreprises se fassent entendre, nous lançons une pétition de soutien à l'économie locale :

- pour la priorité aux entreprises implantées à Mayotte,
- pour une représentation patronale réellement ancrée sur le territoire,
- pour que la reconstruction, les marchés et l'avenir bénéficient d'abord à ceux qui font vivre Mayotte au quotidien.

Nous appelons chaque chef d'entreprise, chaque acteur économique, chaque salarié à signer et à faire signer cette pétition.



<https://www.mesopinions.com/petition/politique/mayotte-reste-itresse-avenir-economique/276818?source=social&tmstp=1770811395&p=sharing>

**Fahardine MOHAMED**

**Président,**

